

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité – Justice – Travail

.....
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
.....

DÉCRET N° 2018-..043.....du..15..février 2018

Portant commutation de peine de mort en peine de
réclusion criminelle à perpétuité

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu** le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils politiques visant à l'abolition de la peine de mort ;
- vu** la loi organique n° 94-027 du 18 mars 1999 relative au Conseil supérieur de la magistrature
- vu** la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin telle que modifiée par la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** la décision DCC 16-020 du 21 janvier 2016 rendue par la Cour constitutionnelle ;
- vu** le décret n° 2017-506 du 27 octobre 2017 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 425 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- vu** l'avis favorable du Conseil supérieur de la magistrature, en sa séance du 15 février 2018 ;
- sur** proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,

AF

DÉCRÈTE :

Article premier

Sont commuées en peine de réclusion criminelle à perpétuité, toutes les condamnations à la peine de mort prononcées par les juridictions nationales non encore exécutées à la date de signature du présent décret.

Article 2

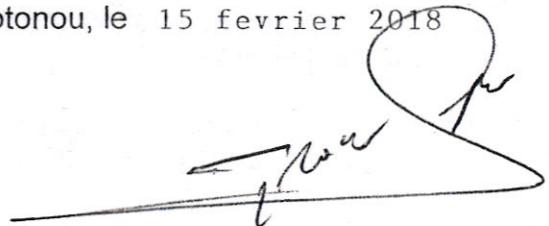
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation est chargé de l'application du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 3

Le présent décret prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au Journal officiel de la République du Bénin.

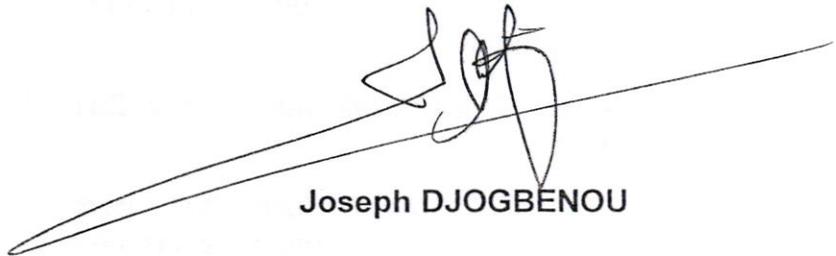
Fait à Cotonou, le 15 fevrier 2018

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON

Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice et de la Législation,



Joseph DJOGBENOU

Ampliations : PR 6 – AN 100 – CC 2 – CS 2 – HAAC 2 – CES 2 – HCJ 2 – MESGPR 2 – MJL 2 –AUTRES
MINISTERES 19 – SGG 4 – JORB 1

ANNEXE

Liste des personnes condamnées *AF*

1. Monsieur **HONVOU Anago Emmanuel**, condamné par arrêt n° 104 du 14 août 1998 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
2. Monsieur **OYEDELE Noureni dit Baba Ibadan**, condamné par arrêt n° 99/99 du 03 août 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
3. Monsieur **KOÏ Firmin**, condamné par arrêt n° 104 du 14 août 1998 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
4. Monsieur **AGBOTON Adantchéde Christophe**, condamné par arrêt n° 99/99 du 03 août 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
5. Monsieur **DEDEWANOU Yédénou dit DJEBOU**, condamné par arrêt n° 99/99 du 03 août 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
6. Monsieur **ZINSOU Jules Howoutou**, condamné par arrêt n° 99/99 du 03 août 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
7. Monsieur **LATIFOU Saïbou**, condamné par arrêté n° 99/99 du 03 août 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
8. Monsieur **ADJAMA Osséni Inoussa**, condamné par arrêt n° 79/99 du 27 juillet 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
9. Monsieur **OGUELE Taïrou**, condamné par arrêt n° 79/99 du 27 juillet 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
10. Monsieur **SOSSOU Samuel**, condamné par arrêt n° 104 du 14 août 1998 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
11. Monsieur **WATCHINOÛ Sokènou**, arrêt de la Cour d'appel de Cotonou ;
12. Monsieur **OGBON Issa Soulé**, condamné par arrêt n° 55/99 du 19 juillet 1999 de la Cour d'assises de la Cour d'appel de Cotonou ;
13. Monsieur **AZONHITO Yaovi Christophe**, condamné par arrêt de la Cour d'appel de Parakou ;
14. Monsieur **ELEGBEDE Ganiou**, condamné par arrêt de la Cour d'appel de Parakou ;
15. Monsieur **KAMBOU Sansan Jean**, condamné par arrêt de la Cour d'appel de Parakou ;
16. Monsieur **BANKOLE Fataï**, condamné par arrêt de la Cour d'appel de Parakou.

AF